



dossier n° PC 038 337 25 10004 M01

Date de dépôt : **05 mars 2026**

Complété le : **11 mai 2026**

Demandeur : **SCCV RIVES DE GAULLE**

Représentée par : **Monsieur TANT Benjamin**

Pour : **La modification du nombre de stationnement**

Adresse terrain : **281 avenue Charles de Gaulle, RIVES (38140)**

Références cadastrales : **AS 129 – AS 127**

ARRÊTÉ n° 2026-578
accordant un permis de construire modificatif
au nom de la commune de Rives

Le maire de Rives,

Vu la demande de permis de construire modificatif présentée le 05/03/2026 par la SCCV RIVES DE GAULLE, représentée par Monsieur TANT Benjamin, demeurant 41 boulevard Ambroise Paré à AMIENS (80000) ;

Vu l'objet de la demande :

- Pour la construction de 88 logements collectifs et de locaux d'activités ;
- Sur un terrain situé 281 avenue Charles de Gaulle, à Rives (38140) ;
- Pour une surface plancher créée de 7 385 m² et une surface de plancher supprimée de 1 681 m² ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 27/12/2013, modifié le 23/03/2015 ;

Vu les zones UM (projet) et UCa du Plan Local d'Urbanisme ;

Vu les pièces jointes à la demande et les pièces complémentaires en date du 11/05/2026 ;

Vu l'Orientation d'aménagement et de Programmation n°1 « Gare » ;

Vu le permis de construire initial n°038 337 25 10004 délivré le 23/02/2026 ;

Vu l'avis favorable de la Gestion des Eaux Pluviales Urbaines (GEPU) en date du 04/06/2026, joint au présent arrêté ;

Vu l'avis favorable tacite de la Sous-Commission d'Accessibilité en date du 02/08/2026,

ARRÊTE

Article 1

Le permis de construire est ACCORDE sous réserve de respecter les prescriptions émises dans les articles suivants.

Article 2

Les prescriptions émises dans le permis de construire initial seront intégralement respectées.

Fait à Rives, le 2 octobre
Le Maire,
Julien STEVANT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche ne prolonge pas le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans le mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.